2012

POLITIQUES ALIMENTAIRES MONDIALES RAPPORT

IFPRI

INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE SUR LES POLITIQUES ALIMENTAIRES

APERÇU

À propos de l'IFPRI

L'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), créé en 1975, propose des solutions fondées sur les faits qui visent à mettre un terme à la faim et à la malnutrition dans le monde, et à réduire la pauvreté. L'Institut mène des recherches, communique leurs résultats, noue des partenariats et développe des compétences Ainsi il cherche à assurer une production alimentaire durable, encourager des systèmes alimentaires sains, améliorer les marchés et le commerce, transformer l'agriculture, développer la résilience et renforcer les institutions et la gouvernance. Tous les travaux de l'Institut accordent une grande importance à la dimension genre. L'IFPRI a noué à travers le monde des partenariats composés de praticiens du développement, d'institutions publiques, du secteur privé ainsi que des organisations d'exploitants agricoles. Il pourra de cette sorte s'assurer que les politiques alimentaires au niveau local, national, régional et mondial sont fondées sur des données factuelles.

L'IFPRI est un membre du Consortium CGIAR.

2012

POLITIQUES ALIMENTAIRES MONDIALES RAPPORT

IFPRI

INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE
SUR LES POLITIQUES ALIMENTAIRES

Copyright © 2013 International Food Policy Research Institute. Tous droits réservés. Des éléments de ce rapport peuvent être reproduits à des fins non commerciales et non lucratives sans autorisation écrite préalable, mais en mentionnant l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires. Pour obtenir une autorisation de réimpression, veuillez contacter ifpri-copyright@cgiar.org.

International Food Policy Research Institute
2033 K Street, NW
Washington, DC 20006-1002 USA
Téléphone: +1-202-862-5600
www.ifpri.org

ISBN: 978-0-89629-555-1

DOI: 10.2499/9780896295551

CRÉDITS PHOTOS

Illustration de la couverture: Bangkok, Thailand, © 2007 Jeff Hutchens/ Getty Images
Illustrations des chapitres: page x, Sommet à Los Cabos, Mexico: © 2012 Andres Leighton/Associated Press; page 14, Limeira, Brazil: © 2012 Paulo Whitaker/Reuters; page 28, Bauko, Philippines: © 2010 G. M. B. Akash/ Panos; page 38, Harjbook Ki Bhagal, Rajasthan, India: © 2011 Dieter Telemans/Panos; page 48, Kamwosor Centre Village, Kenya: © 2011 Russell Powell, Courtesy of Heifer International; page 58, Fremont, Nebraska, United States: © 2012 Nati Harnik/Associated Press; page 68, Inner Mongolia, China: © Georg Gerster/Panos; page 88, Chiang Mai, Thailand: © Jean-Leo Dugast/Panos.

Conception graphique: Couverture: Carolyn Hallowell / Conception et mise en page: Carolyn Hallowell, Lucy McCoy et David Popham.

Table des matières

Préface vii

Remerciements ix

CHAPITRE 1 Politiques alimentaires en 2012 : Joindre le geste à la parole 1
Shenggen Fan

CHAPITRE 2 Productivité agricole : une récolte mondiale en pleine évolution 15
Keith Fuglie et Alejandro Nin-Pratt

CHAPITRE 3 Économie verte : durabilité et croissance, mais aussi sécurité alimentaire 29
Nitin Desai et Claudia Ringler

CHAPITRE 4 Les femmes et l'agriculture : combler l'écart entre les sexes 39
Ruth Meinzen-Dick et Agnes Quisumbing

CHAPITRE 5 Emploi et agriculture : des professions pour les jeunes Africains 49
Karen Brooks, Sergiy Zorya et Amy Gautam

CHAPITRE 6 Politiques agricoles aux États-Unis et en Europe : l'accoutumance aux subventions 59
Jean-Christophe Bureau, David Laborde et David Orden

CHAPITRE 7 Développements régionaux : choix politiques sur le terrain 69

CHAPITRE 8 Préparer l'avenir : des scénarios pour l'alimentation de demain 89
Mark W. Rosegrant, Simla Tokgoz, Prapti Bhandary et Siwa Msangi

Indicateurs de politiques alimentaires : le suivi de l'évolution 102

Notes 121

CONTRIBUTIONS

Réduire les déchets alimentaires des consommateurs 16
Jean C. Buzby

Réduire les pertes post-récoltes 21
Nancy Morgan, Adam Prakash et Hansdeep Khaira

Qu'est-ce qui fait progresser l'agriculture africaine ? 24
Peter Hazell

R&D en agriculture : Accélération des dépenses 26
Nienke Beintema, Gert-Jan Stads, Keith Fuglie et Paul Heisey

Rio+20 : Cela nous a-t-il fait avancer ? 30
Morgane Danielou

Vert et encore plus vert : Vers une agriculture durable 33
Sylvie Lemmet

Liens qui unissent énergie, alimentation et agriculture 34
Eugenio Díaz-Bonilla

Une distribution réussie des rôles de l'homme et de la femme : l'exemple du Mozambique 41
Jemimah Njuki et Elizabeth Waithanji

Le suivi de l'autonomisation des femmes 42
Emily Hogue et Caren Grown

Le New Deal indien : Travaux publics et emplois ruraux 52
P. K. Joshi

Un point de vue brésilien sur les réformes politiques agricoles de l'UE et des États-Unis 60
André Meloni Nassar

Un point de vue africain sur les réformes politiques agricoles de l'UE et des États-Unis 63
Kwadwo Asenso-Okyere

Un point de vue chinois sur les réformes politiques agricoles de l'UE et des États-Unis 64
Funing Zhong

"Grain Drain" : Politiques agricoles dans l'ex-Union soviétique 67
Sergey Kiselev

Malawi : Macroéconomie, petits exploitants et courtes chaînes d'approvisionnement alimentaire 72
Dyborn Chibonga

Vision 2021 : Le Bangladesh trace un chemin vers la sécurité alimentaire 80
Muhammad Abdur Razzaque

Asie : Les objectifs internationaux stimulent les initiatives locales des petits agriculteurs 83
Ma. Estrella A. Penunia

Honduras : Agriculture extensive et technologies performantes pour des récoltes de haute qualité 86
Jeremías Vasquez

Modélisation de l'avenir : Comment pouvons-nous améliorer les politiques alimentaires ? 91
Gerald Nelson

Nouveaux indices de sécurité alimentaire 113
Alexander J. Stein

Savoir, c'est pouvoir : Open Access en 2012 120
Gwendolyn Stansbury et Luz Marina Alvaré

Préface

Le présent rapport 2012 sur les politiques alimentaires mondiales est le second d'une série annuelle qui jette un regard profond sur les principaux développements et événements politiques alimentaires. Créée en réponse à l'intérêt grandissant pour la sécurité alimentaire, cette série dresse un bilan annuel de l'évolution des politiques alimentaires qui ont contribué ou entravé les progrès réalisés dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Elle passe en revue le pourquoi et le comment des évènements survenus dans les politiques alimentaires, analyse les principaux défis et les diverses opportunités, partage les nouveaux éléments de preuve et les connaissances, et souligne les nouveaux enjeux.

En 2012, la sécurité alimentaire mondiale est restée vulnérable. Bien que les discussions sur la faim et la malnutrition furent nombreuses, il reste à savoir si les engagements d'investir dans l'agriculture, la sécurité alimentaire et nutritionnelle pris dans le passé et dernièrement seront respectés. Les nouvelles données de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture indiquent que le monde ne pourra pas atteindre le premier objectif du Millénaire pour le développement qui est de réduire de moitié la prévalence de la malnutrition à l'horizon 2015. Traduire les engagements en actions est donc encore plus urgent.

De toute évidence, un certain nombre de mesures sont susceptibles de faire progresser la sécurité alimentaire et nutritionnelle : les investissements destinés à accroître la productivité agricole, et en particulier les investissements dans la recherche et l'innovation, seraient un facteur important de la sécurité alimentaire ; des recherches sont également nécessaires pour étudier les liens existant entre l'agriculture, la nutrition et la santé d'une part, et la nourriture, l'eau et l'énergie de l'autre ; de plus, l'innovation peut contribuer, en optimisant l'utilisation des ressources, à l'émergence d'une « économie verte » et durable ; enfin, stimuler la croissance agricole et transformer l'agriculture en une activité moderne tournée vers l'avenir peut aider à offrir aux nombreuses populations jeunes du monde rural des perspectives d'emploi attirantes.

Au-delà des investissements dans la recherche et l'innovation, davantage d'efforts pourraient être entrepris dans d'autres domaines pour l'amélioration de la sécurité alimentaire. Les donateurs pourraient accorder une plus grande attention aux questions d'égalité des sexes pendant la conception des projets de développement. Les décideurs politiques pourraient tenir compte des répercussions mondiales de leurs politiques agricoles nationales. Ceci est vrai non seulement pour les pays développés, mais également pour le Brésil, la Chine et l'Inde, acteurs émergents sur les marchés mondiaux agricoles dont les actions auront un impact profond sur la sécurité alimentaire future. Le renforcement de la résilience des populations pauvres aux chocs et aux facteurs de stress contribuerait à assurer la sécurité alimentaire dans un monde en mutation. Dans tous les cas, les populations pauvres souffrant de la faim devront passer au premier rang des priorités de l'agenda du développement après 2015.

Les thèmes abordés dans le présent rapport 2012 sur les politiques alimentaires mondiales ont été sélectionnés suite à de nombreuses consultations qui se sont efforcées de saisir la profondeur, la pertinence et l'ampleur des questions de politique alimentaire en 2012. Pour figurer dans ce rapport, un sujet doit porter sur un développement nouveau ou une façon nouvelle d'envisager une question de politique alimentaire. Il doit être de portée internationale (en faisant intervenir plusieurs pays ou différents acteurs), et les résultats des recherches de haut niveau ou les jugements d'experts doivent être mis à disposition afin de permettre un débat faisant autorité sur le sujet. Pour compléter les perspectives et approfondir le débat, nous avons ajouté aux différents chapitres de courtes contributions d'experts et autres parties prenantes, notamment de représentants des agriculteurs d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Je tiens à remercier le Conseil d'administration et le Conseil consultatif stratégique de l'IFPRI, ainsi que les équipes de l'IFPRI, pour leurs idées sur l'évolution actuelle des politiques alimentaires et leurs conseils d'experts sur le choix des questions clés.

J'espère que cette publication sera accueillie avec succès, qu'elle informera les acteurs et décideurs du monde entier, qu'elle permettra de définir les programmes de recherche pour 2013 et au-delà, et qu'elle contribuera à éclairer de bonnes politiques alimentaires au bénéfice des plus pauvres et vulnérables de la planète. Merci d'envoyer vos réactions, commentaires et suggestions à ifpri@cgiar.org. Je vous en remercie d'avance.

SHENGGEN FAN
Directeur général

Remerciements

Le Rapport 2012 sur les politiques alimentaires mondiales a été préparé sous la direction générale de Fan Shenggen entouré d'une équipe constituée par Rajul Pandya-Lorch, Gwendolyn Stansbury, Alexander J. Stein et Klaus von Grebmer. Il a grandement bénéficié des conseils stratégiques d'un comité de conseillers et d'experts comprenant Robert Bos, Betty Bugusu, Margaret Catley-Carlson, Marion Guillou, Craig Hanson, Michiel Keyzer A., Will Martin, Kimberly Pfeifer, Martin Pineiro, Prabhu Pingali, Florence Rolle, MS Swaminathan, Eric Tollens, Joachim von Braun et Emorn Wasantwisut.

D'excellentes contributions aux textes et aux données ont été apportées par Luz Marina Alvaré, Kwadwo Asenso-Okyere, Suresh Babu, Ousmane Badiane, Nienke Beintema, Samuel Bénin, Prapti Bhandary, Clemens Breisinger, Karen Brooks, Jean-Christophe Bureau, Jean C. Buzby, Kevin Z . Chen, Dyborn Chibonga, Morgane Danielou, Nitin Desai, Eugenio Díaz-Bonilla, Paul Dorosh, Keith Fuglie, Amy Gautam, Caren Grown, Peter Hazell, Paul Heisey, Emily Hogue, PK Joshi, Hansdeep Khaira, Sergey Kiselev, David Laborde, Sylvie Lemmet, Tsitsi Makombe, Ruth Meinzen-Dick, Nancy Morgan, Siwa Msangi, André Meloni Nassar, Gerald Nelson, Alejandro Nin-Pratt, Jemimah Njuki, Tolulope Olofinbiyi, David Orden, Ma. A. Estrella Penunia, Adam Prakash, Agnes Quisumbing, Muhammad Abdur Razzaque, Claudia Ringler, Mark W. Rosegrant, Gert-Jan Stads, Gwendolyn Stansbury, Alexander J. Stein, Simla Tokgoz, Jeremías Vasquez, Klaus von Grebmer, Elizabeth Waithanji, Bingxin Yu, Zhong Funing et Sergiy Zorya.

La réalisation de ce rapport a été confiée au Département des publications de l'IFPRI sous la direction d'Andrea Pedolsky. Heidi Fritschel a apporté un formidable soutien à la rédaction. La réalisation globale d'un rapport de grande qualité a été rendue possible grâce à l'aide précieuse d'Adrienne Chu, Carolyn Hallowell, Pat Fowlkes, Corinne Garber, Michael Go, Lucy McCoy, David Popham, Ashley St. Thomas, Julia Vivalo et John Whitehead. En outre, le chapitre 1, qui s'inspire en partie des autres chapitres de ce rapport, a bénéficié des précieuses recherches et de l'aide à la rédaction du consultant Joanna Brzeska.

Enfin, le rapport a également bénéficié du travail approfondi du Comité de révision des publications de l'IFPRI présidé par Gershon Feder, ainsi que des chercheurs et experts anonymes qui ont passé en revue les recherches de leurs pairs et fourni de judicieux commentaires sur les versions préliminaires de ce rapport.

G2012
LOS CABOS
MÉXICO
FAO
OECD

POLITIQUES ALIMENTAIRES EN 2012

Joindre le geste à la parole

Shenggen Fan

En 2012, le système alimentaire mondial est resté vulnérable. À l'approche de la date butoir de 2015 fixée par les objectifs du Millénaire pour le développement, les progrès destinés à réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim ne sont pas en bonne voie. Certes, de nombreux pays ont réalisé d'importants changements prometteurs dans leurs politiques alimentaires et la communauté internationale a pris des engagements remarquables en vue de renforcer les aspects de la sécurité alimentaire. Toutefois, il semble essentiel de veiller en 2013 à ce que les discussions et les engagements pris au cours des années précédentes se traduisent en actions concrètes.

En 2012, les discussions sur la sécurité alimentaire tant sur la scène internationale que dans les instances régionales ont été nombreuses. Lors du sommet Rio +20, les dirigeants mondiaux ont convenu que l'intégration de la durabilité environnementale dans les politiques et activités économiques offrait des opportunités de « croissance verte ». Deux objectifs, zéro dégradation nette des terres et le défi Faim Zéro, ont été lancés au cours de cette conférence. Lors des sommets du Groupe des vingt (G20) et du Groupe des huit (G8), beaucoup de choses ont été dites sur le besoin d'augmenter d'une part les investissements en faveur de l'agriculture, en particulier dans les recherches en vue de renforcer la productivité agricole et la sécurité alimentaire et d'autre part, les investissements dans la nutrition pour améliorer à long terme le capital humain. Mais, des mécanismes de suivi sont nécessaires pour garantir leur mise en œuvre réelle. De nouveaux engagements ont également été pris pour réduire la volatilité et les pics des prix mondiaux des aliments et accroître la transparence dans les transactions d'acquisition des terres par l'adoption de directives volontaires sur l'investissement foncier.

Dans un monde rempli de rhétoriques et de promesses, la réalité de la mise en œuvre et de l'action sur le terrain sont entremêlées. D'une part, plusieurs développements positifs ont eu lieu, la plupart construits sur une base solide établie depuis quelques années. Certains pays africains ont fait des progrès notables dans la transformation de leur agriculture en un secteur plus productif et durable. Les dépenses agricoles, y compris les investissements réalisés dans la recherche agricole par les économies émergentes telles que le Brésil, la Chine ou l'Inde, ont continué de progresser. Après une forte croissance en 2011, l'aide des donateurs à la recherche agricole internationale, en particulier au CGIAR, a conservé son élan. En démontrant un engagement actif lors du sommet Business 20 (B20) et avec le G8, le secteur privé a renforcé son investissement dans la sécurité alimentaire mondiale.

Shenggen Fan est le directeur général de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires basé à Washington, DC.

Les agences de développement telles que l'Agence des États-Unis pour le Développement international (USAID), le Département du Royaume-Uni pour le Développement international (DFID), le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ), le Fonds international de Développement agricole (FIDA) et la Banque mondiale ont augmenté leurs investissements dans l'agriculture et la sécurité alimentaire et nutritionnelle[1]. Des fondations privées telles que la Fondation Bill & Melinda Gates ont également continué à jouer un rôle plus important dans le développement agricole international en 2012.

D' autre part, les progrès ont été inférieurs aux engagements antérieurs. Seuls quelques pays africains ont atteint la cible de 10 % du budget national consacré aux dépenses agricoles. Les économies émergentes et certains pays africains ont souvent utilisé l'augmentation des dépenses agricoles pour subventionner les importations et exportations, entraînant ainsi des distorsions commerciales, la surutilisation des engrais, de l'eau et de l'énergie ainsi que le retrait des investissements productifs des domaines tels que la recherche agricole et le développement (R&D), l'irrigation et les infrastructures rurales. Dans un souci de protection des consommateurs nationaux, plusieurs pays ont continué d'interdire les exportations, interdictions qui aggravent la volatilité des prix des denrées alimentaires au niveau mondial. Le commerce mondial des produits alimentaires et de l'agriculture restant soumis à des mécanismes de protection, les chances de parvenir à d'autres accords commerciaux semblent minces. En outre, les États-Unis et l'Union européenne ont proposé de nouvelles politiques agricoles qui pourraient contribuer à fausser les marchés mondiaux des produits alimentaires et de l'agriculture et avoir des effets néfastes sur les petits exploitants des pays en développement. Les résultats des négociations internationales sur le changement climatique de décembre ont été décevants ; l'accord conclu en 2011 à Cancún au Mexique visant la création d'un programme de travail sur l'agriculture a été ignoré, et le débat reporté au mois de juin 2013.

LE SYSTÈME ALIMENTAIRE MONDIAL RESTE FRAGILE EN 2012

Nouveaux chiffres, problèmes identiques

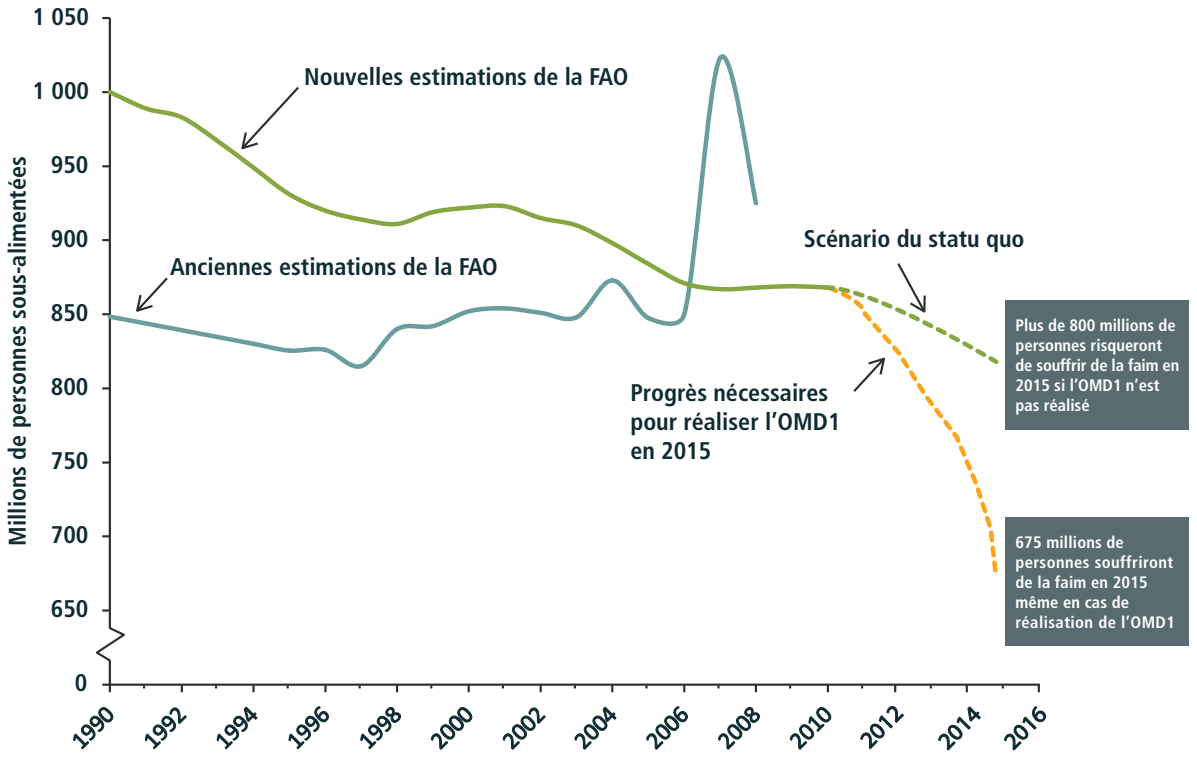
Malgré la méthodologie et les données révisées par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), les nouveaux chiffres sur les personnes souffrant de la faim ne traduisent qu'une image légèrement plus optimiste de la population sous-alimentée (Figure 1). Des estimations plus anciennes avaient montré une courbe ascendante pour la faim dans le monde et un pic en 2008 et 2009. Toutefois, les nouvelles estimations montrent que les pays en développement ont enregistré des progrès significatifs et constants dans la réduction de la malnutrition chronique jusqu'en 2007 (lorsque la progression s'est ralentie) et sont aujourd'hui plus proches qu'on ne le pensait des objectifs du Millénaire pour le développement qui ciblent la réduction de moitié de la prévalence de la malnutrition d'ici à 2015. Cependant, le nombre de personnes chroniquement sous-alimentées reste élevé et atteint 870 millions en 2010–2012.

Alors que la nouvelle méthodologie adoptée et les nouvelles données recueillies sont des étapes importantes vers l'obtention d'une mesure plus complète de la sécurité alimentaire, ces chiffres omettent un certain nombre d'informations. Ils reflètent la quantité de nourriture composant l'alimentation des personnes (en particulier, le nombre de kcal), mais pas la qualité (c'est-à-dire les vitamines et minéraux). Nous croyons par conséquent qu'un grand nombre de personnes souffrant de carences en micronutriments (« faim cachée ») n'ont pas été comptabilisées par ces nouvelles mesures.

Sécheresse et volatilité des prix alimentaires

Les sécheresses de 2012 en Asie centrale, en Europe de l'Est et aux États-Unis ont conduit à des restrictions d'approvisionnement en céréales, ce qui a par la suite provoqué une flambée des prix mondiaux des céréales. L'année 2012 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée aux États-Unis[2]. Environ 80 % des terres agricoles des États-Unis ont été frappées par la sécheresse la plus grave depuis un demi-siècle, le maïs et le soja étant les denrées les plus touchées[3]. De la même façon, des températures élevées et de faibles précipitations ont réduit la production de blé en Australie, au Kazakhstan, en Russie et en Ukraine, pays qui figurent parmi les plus grands producteurs et exportateurs de blé. Comme les régions les plus touchées font également partie des plus grands producteurs des principaux produits agricoles, la sécheresse aura des répercussions sur la sécurité alimentaire mondiale aussi en 2013, se traduisant par une pression à la hausse sur les prix alimentaires. L'irrégularité des pluies et de longues périodes de sécheresse dans toute l'Afrique australe ont également entraîné la baisse de la production de maïs au Lesotho, en Afrique du Sud et dans certaines régions du sud du Malawi, du Mozambique et du Zimbabwe. En Afrique, la production agricole a rebondi dans la région du Sahel après la sécheresse de 2011, mais un examen plus minutieux de la crise du Sahel fait penser que l'insécurité alimentaire actuelle est plus le reflet de la

FIGURE 1 Estimations et prévisions du nombre de personnes sous-alimentées dans le monde, 1990–2015



Sources : Les anciennes estimations proviennent de *L'État de l'insécurité alimentaire dans le monde* (Rome, diverses années) de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ; les nouvelles estimations proviennent de *L'État de l'insécurité alimentaire dans le monde 2012* (Rome, 2012) de la FAO ; les prévisions de l'auteur s'appuient sur des données de la FAO et des Nations Unies.

vulnérabilité chronique à long terme de la région que le résultat d'un choc soudain à court terme, comme l'a été la seule sécheresse de 2011[4]. La résilience des communautés de la région chroniquement vulnérables en temps de crise est faible. Les populations victimes de précédentes sécheresses ont à peine eu le temps de récupérer et de reconstruire des actifs déjà limités, avant qu'une nouvelle sécheresse vienne frapper la région en 2011.

Les conditions dues à la sécheresse, ainsi que l'utilisation continue du maïs pour les biocarburants, ont contribué à une augmentation de 25 % des prix internationaux du maïs entre juin et août, avec des prix atteignant des niveaux record en août[5]. Comme le maïs est utilisé non seulement pour la consommation humaine, mais aussi pour l'alimentation du bétail, l'augmentation du prix du maïs a entrainé une hausse des prix des produits d'origine animale ; cette augmentation devrait se poursuivre en 2013. De la même façon, le prix international du blé a augmenté de 32 % entre juin et août 2012, même s'il est resté nettement au-dessous des niveaux de 2008. La hausse des prix internationaux des céréales s'est avérée particulièrement problématique pour les pays qui dépendent des importations de céréales, en particulier en Amérique centrale et du sud et en Asie centrale.

Le prix de nombreuses céréales secondaires a aussi explosé dans la région du Sahel en 2011 et 2012 en raison de la combinaison de la sécheresse, de troubles civils et d'une invasion de criquets. Par rapport à 2011[6], le prix des céréales au Burkina Faso et au Mali a augmenté respectivement de 66% et 63 % pour le mil, de 52% et 43 % pour le sorgho, et de 21% et 44 % pour le maïs. Vers la fin de 2012, l'augmentation des approvisionnements en céréales, suite à une production nationale plus importante et à des importations transfrontalières, a entraîné une baisse des prix à des niveaux record ou quasi record. Cette baisse a cependant été faible, et les prix sont restés à un niveau relativement élevé en raison des inondations et de l'insécurité politique sévissant dans la région, menaçant la sécurité alimentaire de près de 19 millions de personnes[7]. De même, l'augmentation en 2012 du prix du blé et du maïs en Afrique australe,

POLITIQUES ALIMENTAIRES EN 2012
QUESTIONS, ACTIONS ET DÉCISIONS

LE SAHEL SUR LE CHEMIN DE LA RÉSILIENCE

Plusieurs acteurs mettent sur pied l'initiative Alliance mondiale pour la résilience afin d'aider les nations ouest-africaines à mieux résister aux futures crises alimentaires.

18 juin

LE G8 S'ENGAGE EN FAVEUR DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE EN AFRIQUE

Les membres du G8, les pays africains et les dirigeants du secteur privé soutiennent la Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition.

19 mai

LE NIGÉRIA FIXE UN OBJECTIF AMBITIEUX POUR 2030

En collaboration avec le secteur privé, le ministère de l'Agriculture se mobilise pour créer un secteur agricole d'une valeur de 256 milliards de dollars.

7 juin

CHINE DONNE LA PRIORITÉ AUX INVESTISSEMENTS EN SCIENCE AGRICOLE

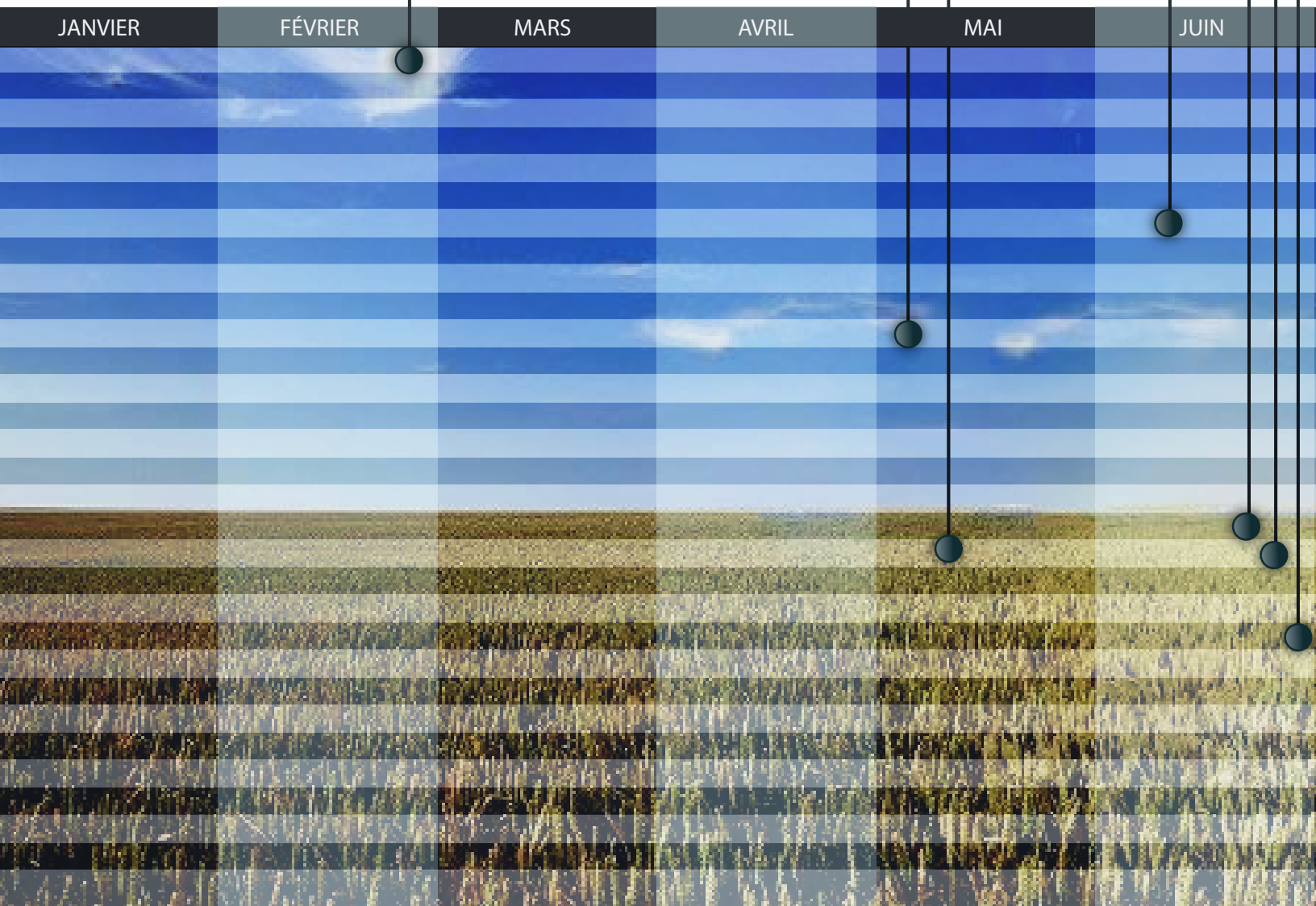
Le Document Nº 1 du Gouvernement pour 2012 choisit comme thème l'accélération de la science agricole et de l'innovation technologique.

1er février

ADOPTION DES DIRECTIVES VOLONTAIRES SUR LES RÉGIMES FONCIERS

Le Comité sur la sécurité alimentaire mondiale apporte son appui aux directives volontaires pour préserver le droit des personnes à posséder des terres, forêts et pêcheries ou à y accéder.

11 mai



LES PRÉCIPITATIONS AUX ÉTATS-UNIS SONT EN BAISSE, LES PRIX ALIMENTAIRES MONDIAUX ATTEIGNENT LEUR SOMMET
La pire sécheresse aux États-Unis depuis les années 1950 réduit sensiblement la production de maïs et de soja du pays et pousse les prix à la hausse sur les marchés mondiaux.
22 août

L'UE IMPOSE DE NOUVELLES LIMITES À LA PRODUCTION DE BIOCARBURANTS À PARTIR DE CULTURES VIVRIÈRES
Afin de stimuler le développement de nouveaux biocarburants issus de matières premières non alimentaires, l'UE propose de limiter, à l'échelle mondiale, la conversion des terres pour la production de biocarburants à partir de denrées alimentaires.
17 octobre

LA CONFÉRENCE DE L'ONU PROLONGE LE PROTOCOLE DE KYOTO JUSQU'EN 2020
De nombreuses personnes estiment que les résultats de la 18e Conférence des Nations Unies sur le changement climatique ne permettront pas de limiter le réchauffement climatique à 2ºC.
26 novembre

LE G20 ACCEPTE DE STIMULER LA PRODUCTIVITÉ AGRICOLE
Le G20 accepte de promouvoir l'augmentation des investissements publics et privés destinés à l'agriculture et à la technologie.
19 juin

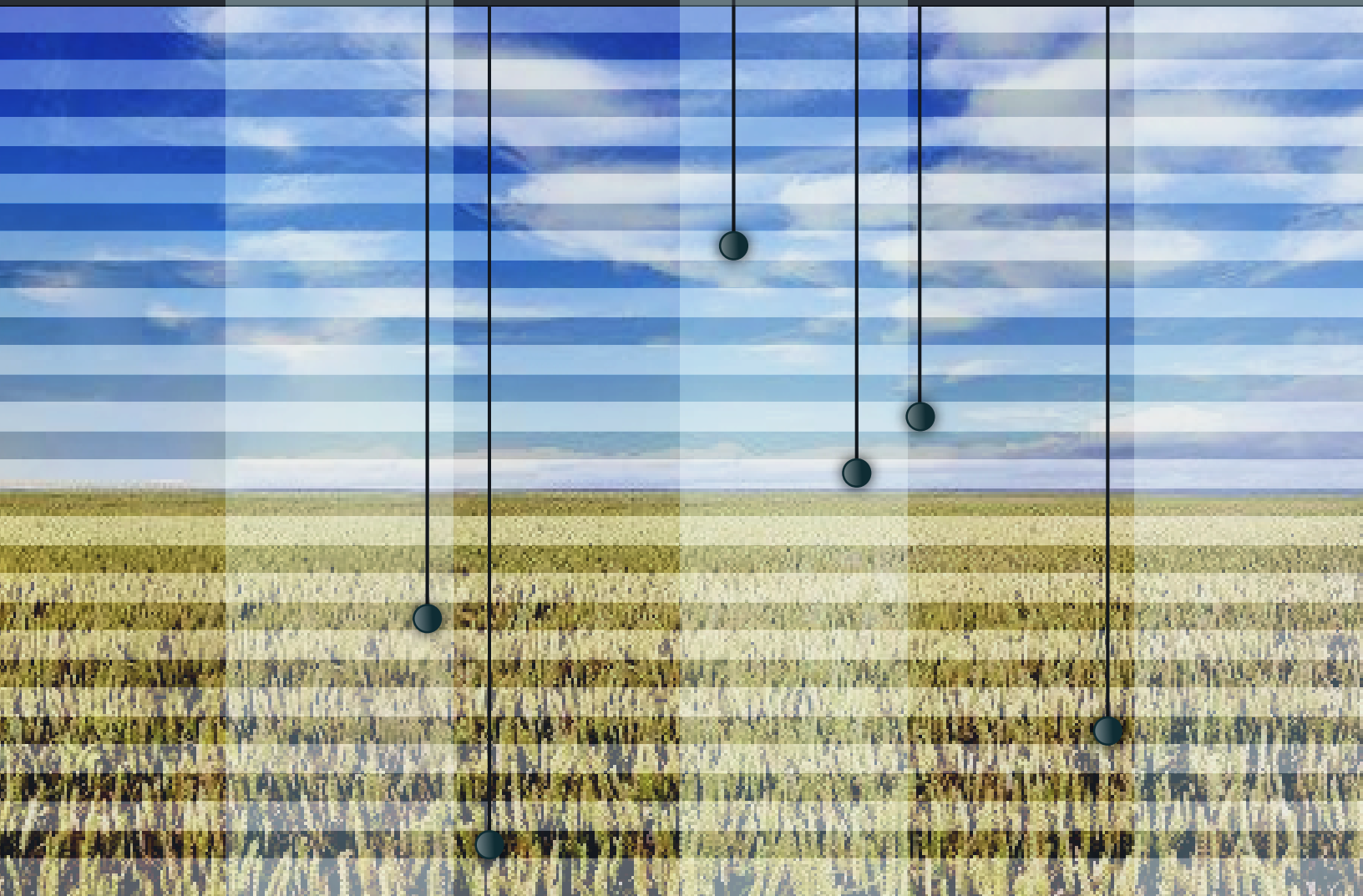
NOUVELLE MÉTHODE DE CALCUL DU NOMBRE DE PERSONNES SOUS-ALIMENTÉES DANS LE MONDE
L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture publie une estimation inférieure du nombre de personnes sous-alimentées – une estimation dont l'ampleur demeure toutefois inacceptable.
9 octobre

PAS DE BLÉ EN PROVENANCE D'UKRAINE
Le gouvernement limite officieusement les exportations de céréales, ce qui déstabilise les marchés.
15 novembre

RIO+20 LAISSE LA QUESTION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE EN SUSPENS
La Déclaration Rio+20 définit une vision solide de la sécurité alimentaire dans une économie verte, mais donne peu d'indications quant aux moyens d'y parvenir.
22 juin

EXPIRATION DE LA LOI AGRICOLE DES ÉTATS-UNIS
Le Congrès suspend ses réunions jusqu'au lendemain des élections de novembre sans avoir voté de nouvelle loi agricole (Farm Bill), laissant le secteur agricole dans l'incertitude.
30 septembre

JUILLET | AOÛT | SEPTEMBRE | OCTOBRE | NOVEMBRE | DÉCEMBRE



augmentation due à la faiblesse des précipitations et aux pressions du marché international, a contribué à la détérioration de la sécurité alimentaire d'environ 1,5 millions de personnes de plus dans la région depuis 2011.

En réponse à la hausse du prix des céréales et à la diminution de la production et des stocks, plusieurs pays dont l'Argentine, le Malawi et la Zambie ont imposé ou maintenu des restrictions ou l'interdiction d'exportation des céréales. Ces restrictions ont pour but de protéger la sécurité alimentaire nationale pendant les périodes de baisse de la production alimentaire et de hausse des prix alimentaires. En réalité, elles sont souvent contre-productives et provoquent l'instabilité des marchés et la volatilité des cours. Le prix international du blé a légèrement augmenté lorsque l'on a craint que la Russie et l'Ukraine n'imposent des interdictions sur les exportations de céréales, interdictions visant à protéger les vendeurs et acheteurs nationaux, mais celui-ci est rapidement retombé lorsque les deux pays ont finalement écarté cette décision. Certains craignent encore que ces deux pays n'utilisent des mécanismes informels afin de limiter leurs exportations, comme l'augmentation des barrières administratives ou la limitation des accès aux infrastructures. En Tanzanie, les recherches ont montré que l'interdiction sur les exportations de maïs a eu un effet négatif sur la population pauvre rurale et sur la croissance agricole[8]. En réponse à cet état de fait, le Gouvernement tanzanien a levé son interdiction à l'automne 2012.

Conflits

En 2012, de violents conflits, à la fois causes et conséquences de l'insécurité alimentaire, ont perturbé la sécurité alimentaire de plusieurs pays. Celle-ci est particulièrement menacée en Afrique centrale par les conflits persistants qui envoient des milliers de personnes déplacées et de réfugiés inonder des systèmes alimentaires déjà tendus. Un conflit armé dans le nord du Mali, suivi par un coup d'État militaire dans la capitale, a provoqué le déplacement de plus de 400 000 personnes (à l'intérieur et vers les pays voisins), désorganisant les flux commerciaux, mettant la pression sur des ressources alimentaires locales déjà limitées et aggravant dans les pays voisins la précarité de la situation de la sécurité alimentaire créée par les mauvaises récoltes de 2011[9] dues à la sécheresse. La recrudescence des violences dans la République démocratique du Congo a provoqué le déplacement d'environ 2,2 millions de personnes à l'intérieur du pays et contraint 70 000 autres à fuir vers les pays voisins[10]. De plus, la République démocratique du Congo héberge plus de 100 000 réfugiés en provenance d'autres pays de la région déchirés par des conflits. En Somalie, le conflit en cours et de faibles précipitations ont également perturbé la sécurité alimentaire des populations, en particulier dans les régions du sud et du centre du pays[11]. Tous ces conflits ont interrompu dans les pays concernés les activités de production agricole et d'élevage, les marchés et les échanges, privant ainsi de nombreux ménages pauvres de leurs moyens de subsistance et limitant l'accès et la disponibilité des aliments.

Dans le monde arabe, la guerre civile en Syrie a provoqué une crise des réfugiés qui s'est aggravée par une crise alimentaire. À la fin de 2012, le Programme alimentaire mondial a identifié près de 1,5 million de Syriens ayant un besoin urgent d'assistance alimentaire[12]. Ailleurs dans la région, et suite au Printemps arabe, les redressements politiques et économiques ont été lents. La sécurité alimentaire en Tunisie s'est stabilisée, mais en 2012 la situation de la sécurité alimentaire s'est aggravée au Yémen et dans une moindre mesure en Égypte et en Libye en raison de la baisse de la production agricole et du niveau inférieur des rentrées de devises.

Facteurs d'impulsion à long terme du système alimentaire international

De nombreux facteurs exercent une forte pression sur la production alimentaire, la consommation et les marchés. Par exemple, l'augmentation des revenus et l'urbanisation rapide dans de nombreux pays en développement vont modifier la composition de la demande alimentaire. Les marchés de l'énergie vont avoir un impact plus important sur la sécurité alimentaire provoqué par la croissance du marché des biocarburants et la part croissante de l'énergie dans les coûts agricoles. L'impulsion récente donnée pour plus d'investissements dans la R&D peut contribuer à des progrès dans la productivité agricole, progrès qui auront également un impact important sur les systèmes alimentaires.

Les conséquences de ces changements sur la sécurité alimentaire dépendront fortement des choix que les décideurs font aujourd'hui et qu'ils feront dans les années à venir. Le modèle international de l'IFPRI pour l'analyse de politiques concernant la production et le commerce agricoles (IMPACT) est un moyen utile d'étudier des scénarios futurs sur la base de différentes politiques et d'autres critères. Les chercheurs l'ont utilisé pour examiner plus précisément comment évolueraient les prix et la sécurité alimentaire si le monde atteignait une plus grande productivité agricole, s'il subissait le renchérissement de l'énergie ou si la demande en viandes baissait. Les résultats montrent que les choix politiques conduisant à des prix plus élevés de l'énergie pourraient encore faire augmenter les prix alimentaires et les rendre encore

plus volatils qu'ils ne l'ont été ces dernières années. La réduction de la consommation des produits d'élevage dans les pays développés n'a que peu d'impact sur la sécurité alimentaire dans les pays en développement. Par contre, l'augmentation de la productivité agricole, par le biais du développement des investissements publics et privés, ferait baisser les prix alimentaires, conduirait à une production agricole plus élevée et se traduirait par une plus grande sécurité alimentaire. Le changement des habitudes alimentaires, la croissance de la productivité, et les politiques en matière d'énergie des pays émergents, comme le Brésil, la Chine et l'Inde, ont un impact particulièrement important sur les résultats futurs de la sécurité alimentaire, étant donné l'importance de ces pays en tant que producteurs et consommateurs (voir le chapitre 8 de ce rapport).

DÉVELOPPEMENTS ET OPPORTUNITÉS EN 2012

Nouvelles sources de croissance agricole

Après des années de stagnation, de nouvelles données recueillies en 2012 ont récemment mis en évidence dans de nombreux pays en développement une transformation accélérée de l'agriculture en un secteur moderne, compétitif et productif. Entre 2001 et 2010, la production agricole mondiale a augmenté à un taux annuel moyen de 2,4 %, proche de son taux de croissance historique moyen de 2,3 % par an depuis les années 1970. Un examen plus approfondi révèle que la production agricole est entrée dans une période de croissance accélérée aux environs de 1995 et a été suivie par une période de plus de 20 ans de régression progressive des taux de croissance. Au même moment, il s'est produit un changement global dans le type de produits alimentaires cultivés et leur lieu de culture. La production alimentaire mondiale provient de plus en plus de pays en développement. Les graines de céréales sont de moins en moins présentes dans la production alimentaire mondiale. En revanche, davantage de plantes horticoles et oléagineuses sont cultivées, ce qui reflète des changements dans les types d'aliments demandés par les consommateurs.

Les sources de la croissance agricole ont évolué au cours des dernières décennies. La croissance de la productivité totale des facteurs, une mesure de la croissance de la production ne provenant pas de la croissance des intrants, s'est nettement accélérée entre 2001 et 2009 par rapport à la moyenne pour la période 1971–2009 (voir le chapitre 2). Jusqu'à la fin des années 1980, la croissance agricole provenait principalement d'une utilisation croissante d'intrants tels que les terres, les engrais et le travail. Cette intensification représentait 90 % de la croissance agricole dans les années 1960, 80 % dans les années 1970 et 75 % dans les années 1980. Toutefois, à partir des années 1990, l'utilisation croissante des intrants représentait moins de 20 % de la croissance agricole, alors que plus de 80 % provenaient d'une productivité totale des facteurs plus élevée, c'est-à-dire produire davantage avec le même volume d'intrants.

Deux grands pays en développement, le Brésil et la Chine, ont connu une croissance soutenue de la productivité totale des facteurs au cours des deux dernières décennies. Plusieurs autres régions en développement, dont l'Asie du Sud-Est, l'Asie de l'Ouest, l'Afrique du Nord, l'Amérique latine et les Caraïbes, ont également enregistré au cours des dix dernières années une croissance de la productivité totale des facteurs. La grande exception au tableau est l'Afrique subsaharienne où la croissance de la productivité totale des facteurs est restée inférieure à 1 % par an. La croissance agricole rapide observée en Afrique est en grande partie due à la culture de nouvelles terres et à une plus grande utilisation des engrais. Cette situation met en évidence le potentiel énorme dont dispose l'Afrique pour accélérer sa croissance et transformer son secteur agricole grâce à l'augmentation de sa productivité agricole.

Les investissements dans l'agriculture, surtout dans la recherche et l'innovation agricoles, ont démontré leur rôle particulièrement décisif dans l'accroissement de la productivité agricole, la levée des contraintes imposées par des ressources de plus en plus rares telles que les terres et les réserves en eau, et l'amélioration de l'efficacité économique de l'utilisation d'engrais et de pesticides.

En avant vers une économie verte

Lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable qui s'est tenue à Rio de Janeiro en juin dernier, le mouvement en faveur d'une économie verte a occupé une place prépondérante sur la scène internationale. À ce rendez-vous, baptisé Rio+20, les chefs d'État ont été appelés à s'engager dans un concept d'économie verte qui s'accompagnerait d'un développement durable et de l'éradication de la pauvreté (voir Chapitre 3). La déclaration finale de ce sommet « L'avenir que nous voulons » offre une vision d'un développement durable et préconise un large éventail d'actions, notamment l'intégration des préoccupations écologiques dans les politiques économiques globales et la formulation d'objectifs en matière de développement durable. Malgré la vision présentée, la conférence n'a débouché sur aucune feuille de route ou calendrier politique ferme. Les indicateurs d'engagement et les mesures de responsabilisation nécessaires à la réalisation de la vision étaient clairement absents.

Durant la conférence Rio+20, le Secrétaire général des Nations Unies a lancé le « défi faim zéro » dans

un pari ambitieux qui vise à combiner réduction de la faim et efforts de développement durable. L'initiative préconise l'accès pour tous à une nourriture suffisante durant toute l'année, l'élimination du retard de croissance chez les enfants de moins de 2 ans, la durabilité de tous les systèmes alimentaires, une augmentation de 100 % de la productivité et des revenus des petits exploitants agricoles ainsi que la suppression des pertes et du gaspillage des produits alimentaires. De la même manière, les dirigeants ont convenu d'atteindre un taux nul de dégradation nette des terres d'ici 2030, un taux nul de dégradation nette des forêts d'ici 2030, et se sont mis d'accord sur des politiques de préparation à la sécheresse pour tous les pays concernés par ce problème d'ici 2020. Bien qu'il faille applaudir ces initiatives, celles-ci doivent s'accompagner de mesures, de calendriers et de mécanismes de responsabilisation précis afin qu'elles deviennent réalité.

L'un des aspects de l'économie verte qui apparaît de manière récurrente dans les discours et les recherches sur les politiques est l'idée de bioéconomie. La bioéconomie se réfère à des activités économiques basées non pas sur le pétrole, mais sur l'utilisation de ressources renouvelables d'origine biologique pour la production de biens alimentaires, de santé et industriels et la production d'énergie. La bioéconomie englobe non seulement la production agricole, mais également l'aquaculture, l'exploitation forestière, la production de biomasse, etc. Au début de 2012, la Commission européenne présentait sa stratégie et son plan d'action pour le secteur de la bioéconomie dans l'objectif d'accroître les investissements dans la recherche dans ce domaine et d'améliorer la compétitivité des secteurs de la bioéconomie.[14]

Égalité des sexes : de la prise de conscience à l'action

L'année 2012 a été marquée par un nouvel intérêt significatif sur le rôle de l'égalité des sexes dans la croissance agricole et la sécurité alimentaire. D'après la multitude de données récentes, les réformes agricoles et non agricoles visant à renforcer les capacités des femmes, leur engagement et leur accès aux ressources de production, pourraient contribuer à améliorer le rendement agricole et la sécurité alimentaire (voir Chapitre 4). À titre d'exemple, le rapport sur le développement dans le monde en 2012, publié par la Banque mondiale, et la publication de la FAO sur la situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2010–2011 mettent en exergue le rôle important des femmes dans l'agriculture dans les pays en développement, en soulignant les gains de productivité agricole et les bénéfices nutritionnels pouvant découler d'une plus grande égalité des sexes. L'amélioration de la sécurité alimentaire implique l'élaboration de politiques visant à réduire de la façon la plus efficace les disparités entre hommes et femmes en matière d'accès aux ressources et aux services au sein et en marge de l'agriculture, notamment à l'éducation, aux services de vulgarisation, aux technologies, institutions politiques et services financiers.[15]

Face à ces évidences les donateurs et les pays en développement se sont engagés au cours de ces dernières années dans la lutte contre l'inégalité des sexes et à répondre aux besoins spécifiques des femmes sur le plan agricole dans le cadre des programmes globaux de sécurité alimentaire. Jusqu'à récemment, il était encore difficile d'évaluer dans quelle mesure les programmes de développement permettaient réellement aux femmes de s'autonomiser. En 2012, l'IFPRI, l'USAID et *l'Oxford Poverty and Human Development Initiative* ont conjugué leurs efforts pour développer l'indice de l'autonomisation des femmes dans l'agriculture dans le but de mesurer les changements dans l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes.[16] Cet indice, un instrument de contrôle de l'impact des programmes de développement agricole sur l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes, est actuellement utilisé pour évaluer les programmes mis en œuvre dans le cadre de l'initiative alimentaire pour l'avenir, une initiative menée par l'USAID et développée par plusieurs agences gouvernementales américaines dans un certain nombre de pays en développement.

L'engagement renouvelé en faveur de l'égalité des sexes dans l'agriculture pourrait contribuer à améliorer la productivité et la sécurité alimentaire, mais il doit tout d'abord être intégré dans des actions politiques. Les stratégies et programmes agricoles doivent se fonder sur une meilleure compréhension des intérêts, qu'ils soient similaires ou différents, des femmes et des hommes en tant que consommateurs et producteurs au sein de systèmes alimentaires, en prêtant une attention particulière aux disparités entre hommes et femmes en matière d'accès aux actifs. Pour y parvenir, des efforts soutenus sont nécessaires pour recueillir des données ventilées par sexe qui pourront être utilisées dans le cadre d'interventions futures et de rendre tous les acteurs concernés responsables de leurs objectifs.

De réelles opportunités d'emploi

Le chômage et le sous-emploi ont de profondes répercussions sociales et économiques. Dans de nombreux pays en développement, l'essor agricole a le potentiel à la fois d'améliorer la sécurité alimentaire et de contribuer à la création d'emplois. Les jeunes des pays en développement n'envisagent cependant pas l'agriculture comme une carrière viable et lucrative, et la délaissent au profit d'emplois urbains. Pour que

l'agriculture puisse devenir un secteur jouissant d'une évolution technologique dynamique et d'une forte productivité capable de contribuer à la sécurité alimentaire, elle a toutefois besoin d'un afflux de jeunes dotés de compétences et capables d'innover (voir Chapitre 5). De même, un secteur agricole rentable et productif fournirait des opportunités d'emploi à cette population jeune en plein essor et permettrait ainsi d'accroître à la fois leur production alimentaire et leurs revenus. L'engagement des jeunes dans le secteur agricole est particulièrement important en Afrique où les secteurs de l'industrie manufacturière et des services dans les zones urbaines sont incapables d'absorber la totalité de cette population en pleine expansion faisant son entrée sur le marché du travail. Un secteur agricole croissant et en pleine diversification alimentera également l'essor de l'économie rurale non agricole, particulièrement le secteur tertiaire. Ce dernier peut également jouer un rôle important dans la création de revenus et d'opportunités d'emploi pour les jeunes en assurant la fourniture de services et de biens indispensables au secteur agricole.

En 2012, plusieurs réunions internationales ont eu pour centre d'intérêt l'emploi des jeunes dans le secteur agricole. La conférence « Les jeunes, l'agriculture et l'alimentation » qui s'est tenue au Ghana a examiné les travaux de recherches et les politiques liées à l'engagement des jeunes dans le secteur agricole. La 4e conférence des ministres de l'Union africaine en charge de la jeunesse, qui s'est tenue en Éthiopie, a appelé les pays à mettre en œuvre les stratégies de l'Union africaine en matière de valorisation des jeunes et d'accroissement des investissements leur étant destinés. Le Forum paysan du Fonds international de développement agricole (FIDA) a organisé une session spéciale consacrée aux jeunes dans l'agriculture qui proposait une plus forte représentation des jeunes dans les organisations agricoles, l'augmentation des fonds alloués aux programmes agricoles axés sur les jeunes et l'amélioration de l'accès des jeunes aux ressources naturelles, marchés, services financiers et connaissances.[17] Au niveau national, des efforts de soutien aux jeunes agriculteurs commerciaux ont également été déployés. À titre d'exemple, le gouvernement du Nigéria accorde une grande importance à l'agriculture dans le cadre de son récent programme d'emploi pour la jeunesse et a pris des mesures significatives en vue de la création d'un programme d'emploi des jeunes dans l'agriculture, notamment un atelier consultatif visant la création de 1 million d'emplois-jeunes d'ici 2015.

L'emploi des jeunes dans l'agriculture et l'économie non agricole peut prendre différentes formes, notamment celles d'emplois à temps plein dans des propriétés foncières existantes ou nouvellement créées, d'activités agroalimentaires telles que les services vétérinaires ou de mécanisation, de commerce de détail ou de travail salarié dans des exploitations agricoles ou usines de transformation de produits agricoles. Afin d'apporter leur soutien à ces différentes options, les pays en développement doivent faciliter l'accès aux terres agricoles, au capital et aux compétences et faire en sorte que les programmes de développement agricole répondent davantage aux besoins spécifiques des jeunes. Il est important pour les pays de promouvoir les innovations dans les institutions et services financiers ruraux, de déréguler les marchés de location de terres, de fournir des services de consultants agricoles axés sur la demande et de proposer des programmes flexibles de formation à court terme. De plus, les jeunes établis en zones rurales doivent pouvoir facilement accéder aux facilités disponibles, notamment l'infrastructure physique et sociale telle que les routes, l'électricité et l'éducation. L'agriculture en Afrique doit par exemple être considérée non seulement comme un instrument de croissance économique et d'amélioration de la sécurité alimentaire, mais également comme un employeur majeur pour les jeunes de la région. Une agriculture rentable, compétitive et dynamique attirera non seulement les jeunes, mais profitera également à la société dans son ensemble et à la communauté internationale en renforçant la croissance, en améliorant la sécurité alimentaire et en préservant un environnement naturel de plus en plus fragile. Afin de soutenir ces efforts, les pays en développement doivent lier les engagements politiques qu'ils ont pris à l'égard du développement agricole à l'emploi des jeunes afin de mieux prendre en compte les complémentarités entre les agendas pour l'agriculture et pour la jeunesse.

Extension de l'aide aux agriculteurs des pays riches

Depuis des années, des appels ont été lancés pour mettre fin aux prix payés aux agriculteurs européens et américains, des prix très élevés qui sont source de distorsion : cet objectif n'a pas été atteint en 2012 (voir Chapitre 6). Aucune nouvelle loi agricole américaine n'a été adoptée en 2012 ; au contraire, la loi agricole précédente a été prolongée par le Congrès américain pour une année supplémentaire, les questions débattues en 2012 restant donc d'actualité en 2013. La nouvelle loi proposée accroît en fait l'aide à l'agriculture en remplaçant le système actuel de paiements fixes annuels aux agriculteurs par des subventions d'assurance conçues pour protéger les agriculteurs contre les pertes à la fois annuelles et pluriannuelles. Compte tenu de l'évolution apparente de la politique agricole américaine vers un plus grand soutien interne de l'agriculture, cette loi pourrait rendre la tâche encore plus ardue aux États-Unis quand ils devront rallier un soutien international à une plus grande liberté du

commerce et à des politiques agricoles limitant les distorsions.[18]

La Commission européenne (CE) a proposé une série de réformes clés à sa politique agricole commune. Durant les 20 dernières années, la politique agricole commune a progressivement été réorientée d'un système de soutien des prix et d'exportations subventionnées des excédents vers des paiements directs aux agriculteurs. La proposition actuelle conditionne davantage les paiements versés aux agriculteurs au respect des réglementations environnementales, les obligeant, entre autres, à diversifier leurs cultures, à entretenir les parcours permanents existants et à consacrer une part minimale de leurs terres à des zones de vocation strictement écologique. Les transferts de revenus aux agriculteurs resteront très élevés (par rapport aux États-Unis). La proposition intègre également des mesures visant à aider les agriculteurs à faire face à d'éventuelles crises des prix, bien que dans une moindre mesure qu'aux États-Unis, étant donné que la CE propose des plafonds à toutes les assurances et des paiements de stabilisation du revenu des agriculteurs.

Bien que ces politiques de soutien ne soient pas directement liées à des mesures incitatives à la production, elles peuvent permettre aux agriculteurs de maintenir ou d'augmenter leurs niveaux de production en améliorant leur capacité de production. Si les politiques de soutien permettent d'accroître la production dans l'Union européenne et aux États-Unis, cela pourrait altérer et déstabiliser la production agricole d'autres pays et ainsi contribuer à une concentration de la production agricole uniquement dans une poignée de pays. Ces politiques pourraient engager le système alimentaire mondial sur une pente glissante, car d'autres pays pourraient adopter des politiques agricoles également génératrices de distorsion.

Parallèlement, une mesure positive a toutefois été prise concernant la politique européenne sur les biocarburants. En réponse au débat croissant sur le choix entre alimentation et carburants comme produits de culture, la CE a introduit en octobre 2012 une proposition imposant une limitation à 5 % de l'utilisation des cultures pour les biocarburants d'origine agricole afin de respecter l'objectif de 10 % de l'Union européenne en matière d'énergies renouvelables d'ici 2020. Cette proposition entend promouvoir le développement de biocarburants alternatifs de deuxième et troisième génération qui produisent nettement moins d'émission de gaz à effet de serre et dont la production n'entre pas en concurrence avec la production alimentaire internationale. Aux États-Unis, malgré de nombreuses discussions et appels au changement durant l'année 2012, tout particulièrement après la récente sécheresse, peu d'efforts ont été réalisés pour réduire l'utilisation des céréales alimentaires dans la production de biocarburants.

Évolution des politiques alimentaires dans les pays et les régions : Un bilan mitigé

Un certain nombre d'évolutions importantes en matière de politique alimentaire a pu être observé dans toutes les grandes régions en 2012. Bien que ces évolutions aient souvent bénéficié de moins d'attention que les initiatives ou événements au niveau mondial, leur impact sur la sécurité alimentaire mondiale n'en reste pas moins fondamental (voir chapitre 7).

En 2012, l'agriculture africaine a poursuivi sa transformation. Entre 2006 et 2011, plusieurs pays africains ont connu une forte croissance agricole annuelle : entre 12 % et 13 % environ en Angola et au Libéria, 7 % au Botswana, en Éthiopie et au Malawi, 5 % au Rwanda et 4 % au Ghana et en Tanzanie.[19] Cette croissance rapide est principalement due à l'augmentation des investissements agricoles, à l'utilisation croissante d'engrais et à l'adoption de variétés de cultures à haut rendement ainsi que de politiques macroéconomiques plus favorables. Le taux de pauvreté de ces pays a décliné, mais les taux de famine et de malnutrition y demeurent élevés. De surcroît, la région demeure profondément vulnérable aux chocs climatiques et aux conflits, une vulnérabilité confirmée par la crise alimentaire qui a sévi au Sahel en 2011–2012. En réaction à cette crise, l'initiative Alliance mondiale pour la résilience au Sahel a été lancée afin de protéger les communautés vulnérables en combinant des filets sociaux de sécurité, des programmes nutritionnels, des réserves alimentaires d'urgence et des programmes d'assistance visant à accroître la production et les actifs des individus. Toutefois, pour rendre la région plus résiliente et réduire sa vulnérabilité sur le long terme, il sera nécessaire de renforcer sa productivité agricole par le biais de réformes politiques et d'investissements destinés à la recherche agricole, à l'irrigation, aux infrastructures du marché et aux institutions.

En Asie du Sud, la décision prise par l'Inde en 2012 d'autoriser les investissements directs étrangers dans la distribution multimarque, tels que dans les supermarchés, pourrait être l'occasion de transformer le secteur privé national de la vente au détail grâce à une concurrence accrue et une multiplication des investissements. Cette réforme devrait potentiellement réduire le nombre d'intermédiaires et améliorer les technologies de stockage et le transport. Elle pourrait ainsi entrainer une réduction des prix alimentaires pour les consommateurs pauvres, faciliter l'accès des petits producteurs aux marchés et augmenter leurs profits, ce

qui aurait pour effet de renforcer la sécurité alimentaire du pays. Cependant, comme l'augmentation des investissements directs étrangers pourrait également avoir des répercussions défavorables, par exemple en provoquant la faillite de petits commerçants, il sera important de se focaliser sur les effets nets de la réforme. De même, la sécurité alimentaire du Bangladesh s'est fortement renforcée au cours des dernières années grâce aux politiques du gouvernement visant délibérément à accroître les investissements destinés à l'agriculture, à élargir les filets sociaux de sécurité et à constituer des stocks nationaux de semences à des fins d'urgence et de protection sociale. Le gouvernement a également développé une vision ambitieuse pour une réduction substantielle de la faim et de la pauvreté d'ici 2021, de même qu'un plan d'investissement pour assurer l'approvisionnement alimentaire du pays. Toutefois, même si le pays devait produire un niveau record de denrées alimentaires en 2012, l'insécurité alimentaire y persiste de manière localisée.

Parallèlement, plusieurs évolutions politiques ont en revanche connu un revers dans la région. En Inde, le Comité d'expertise technique a recommandé un moratoire de 10 ans sur les essais en conditions réelles de cultures génétiquement modifiées, privant ainsi le pays de la possibilité d'utiliser ces technologies pour augmenter les rendements, renforcer la nutrition et accroître la résilience face aux sécheresses, aux inondations, à la chaleur, aux stress biotiques ou autres catastrophes naturelles. Cependant, la Cour Suprême n'a pas encore rendu son jugement final concernant ce moratoire, car elle attend que le Comité lui remette un rapport plus exhaustif sur les cultures génétiquement modifiées.

Au Népal, l'agriculture pourrait jouer un rôle de premier plan dans le renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Mais en proposant une augmentation substantielle des subventions pour les engrais, le gouvernement risque de faire plus de mal que de bien en se privant de fonds qu'il pourrait allouer à des investissements plus productifs, tels que la R&D, l'irrigation ou les infrastructures rurales, et à des programmes de protection sociale. Cette problématique est particulièrement importante au Népal, qui présente l'un des taux de malnutrition infantile les plus élevés au monde.

En Asie de l'Est, l'année 2012 a marqué un tournant pour la Chine. Après de nombreuses années d'autosuffisance dans les principales céréales (riz, blé et maïs), la Chine a dû importer entre 2 et 3 millions de tonnes de riz, 4 et 5 millions de tonnes de blé et 5 et 6 millions de tonnes de maïs en 2012, tout en continuant d'importer près de 60 millions de tonnes de soja. Ce changement pourrait inciter le pays à poursuivre des politiques commerciales plus protectrices à l'avenir, ce qui pourrait avoir des répercussions défavorables sur les agriculteurs des pays en développement, mais aussi sur le système mondial du commerce agricole. En revanche, la publication du Document no 1 de la Chine a été accueillie comme une évolution favorable, dans la mesure où les autorités y décrivent leur projet d'investir substantiellement dans la R&D agricole en 2012 et au-delà. Les dépenses publiques que la Chine consacre à l'agriculture dépassent celles du Brésil et de l'Inde et se rapprochent progressivement de celles des États-Unis.

La Thaïlande, premier exportateur traditionnel de riz, en a exporté moins en 2012 que l'Inde et le Vietnam. La nouvelle politique thaïlandaise, qui consiste à garantir aux agriculteurs des prix bien supérieurs à ceux du marché, a provoqué une hausse du prix de son riz au point de lui faire perdre sa compétitivité, avec pour effet une baisse des exportations et une hausse des stocks nationaux de cette céréale. Bien que cette politique ait entrainé une légère hausse des cours internationaux du riz, son impact a été largement neutralisé par une vive concurrence et par une augmentation des exportations du riz cultivé en Inde, stimulée par la décision, prise par les autorités indiennes en 2011, de lever les restrictions sur l'exportation de certains types de riz.[20] De plus, Myanmar a pris des mesures visant à augmenter ses exportations de riz : réformes agricoles, création d'une banque agricole et appui aux sociétés de production de semences. S'il se dote de politiques adaptées, le pays peut devenir l'un des plus grands exportateurs de la région.

En 2012, l'Amérique latine et les Caraïbes ont apporté une plus grande contribution à la production agricole mondiale que les années précédentes. Bien que les conditions climatiques extrêmes aient pu réduire la production de céréales en 2012, la production de viande devait augmenter. Ces dernières années, une hausse des investissements publics agricoles a été observée en Amérique latine, mais la majeure partie de cette augmentation n'est imputable qu'à une poignée de pays. Dans les pays plus pauvres et de plus petite taille, les investissements ont décliné. En outre, l'Amérique latine joue un double rôle, à la fois en tant que grand exportateur de produits agricoles et alimentaires et fournisseur de biens environnementaux tels que les forêts tropicales à la riche biodiversité. L'année 2012 a vu se poursuivre les débats animés sur l'utilisation de la forêt tropicale amazonienne qui opposent les agriculteurs brésiliens et les environnementalistes. Au cours des dernières décennies, le Brésil a réussi à développer une industrie robuste de production d'éthanol à base de canne à sucre qui poursuit aujourd'hui son expansion, si bien que les autorités et le secteur privé cherchent actuellement à reproduire ce succès en développant la production de biodiesel issu

de l'huile de palme. Sous l'effet de cette expansion, il ne fait aucun doute que la biodiversité et la sécurité alimentaire mondiale continueront de subir les lourds impacts de la production de biocarburants.

Le monde arabe est l'une des rares régions où le niveau de malnutrition a augmenté au cours des dernières années. La croissance économique s'y caractérise par une atonie persistante tandis que la malnutrition infantile reste élevée. Pour combattre l'insécurité alimentaire, les gouvernements ont principalement poursuivi les politiques adoptées lors de la crise alimentaire mondiale de 2008 et les révoltes de 2010–2011, telles que l'augmentation des salaires du secteur public et des subventions à l'achat de denrées alimentaires et de carburant. Cependant, ces politiques sont souvent mal ciblées et ne font qu'accroître les pressions exercées sur des budgets publics déjà étriqués. Par contre, certains pays arabes ont également engagé en 2012 des politiques et des investissements à plus long terme destinés à renforcer la sécurité alimentaire, tels que la réforme des subventions alimentaires (Jordanie, Soudan et Tunisie), à accroître les réserves de céréales (Conseil de coopération du Golfe[21]) et à établir un comité de supervision des prix alimentaires et de la disponibilité des denrées alimentaires (Arabie saoudite).

À surveiller en 2013

- Quelle place occuperont l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition dans le programme de développement post-2015 et comment ces thèmes seront-ils pris en compte dans l'économie verte, si ce concept devient réalité ?
- À quel point la communauté internationale se montrera-t-elle efficace pour renforcer la résilience du système alimentaire mondial face aux chocs et aux urgences ? Pourrons-nous constater des améliorations dans les systèmes d'alerte rapide et d'information sur la sécurité alimentaire dans les pays en développement ?
- Dans quelle mesure le changement climatique sera-t-il pris plus au sérieux dans les tribunes intergouvernementales ? Celles-ci déboucheront-elles sur des engagements contraignants ?
- Comment les incertitudes économiques aux États-Unis et dans l'Union européenne influenceront-elles la quantité et la qualité de leurs politiques d'assistance étrangère ? Et quels seront les impacts de leurs nouvelles politiques agricoles sur la sécurité alimentaire des pays en développement ?
- La Chine continuera-t-elle d'importer des céréales en quantité croissante ou transformera-t-elle son secteur agricole grâce à de nouvelles innovations institutionnelles ?
- En Inde, la loi sur la sécurité alimentaire et les programmes de grande échelle tels que les transferts en espèces amélioreront-ils la sécurité alimentaire et nutritionnelle ?
- Sera-t-il possible d'endiguer les conflits qui continuent de sévir dans le monde arabe et en Afrique, ou de nouveaux soulèvements viendront-ils troubler la région et affecter la sécurité alimentaire ?
- Comment le secteur privé, en particulier les multinationales du secteur de l'alimentation, prendra-t-il part à la lutte contre la malnutrition (que ce soit la sous-nutrition ou l'obésité) dans les pays en développement ?
- Puisque d'importants changements auront lieu sur le front environnementaliste concernant l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés dans l'agriculture, le degré d'acceptation en Europe connaîtra-t-il une évolution sensible qui pourrait avoir des répercussions favorables sur la sécurité alimentaire mondiale ?
- Comment la généralisation du partage des informations, par le biais du mouvement pour l'accès ouvert et l'essor de l'usage de dispositifs mobiles, affecte-t-elle le développement agricole et rural ?

PERSPECTIVES POUR 2013

Un grand nombre des facteurs qui sont à l'origine de la fragilité actuelle de la sécurité alimentaire seront toujours présents en 2013. Les pays et les populations pauvres continueront de subir de plein fouet les effets d'un certain nombre de chocs économiques et environnementaux tels que les catastrophes naturelles, les conflits et la volatilité continue des prix alimentaires. Le degré de probabilité de ces chocs étant élevé, il existe un besoin urgent de renforcer la résilience des systèmes alimentaires nationaux et mondiaux, mais aussi des ménages et des personnes pauvres. Il faudra donc élaborer des politiques et des stratégies visant à aider les personnes, les communautés, les régions et les pays à affronter et à surmonter les chocs, à atteindre la sécurité alimentaire et un certain degré de bien-être et à vivre en bonne santé. Il faudra également rendre les systèmes sociaux et les écosystèmes résistants aux catastrophes naturelles comme aux crises d'origine humaine, qu'elles soient à déclenchement soudain ou lent. Les zones arides devront bénéficier d'une attention particulière dans la mesure où elles abritent la moitié des personnes pauvres et sous-alimentées de la planète et où le changement climatique les rendra encore plus vulnérables. Les tribunes internationales telles que le Forum économique mondial, le G8 ou le G20, doivent servir de plateformes permettant de développer ce concept, de proposer des options politiques et de formuler des engagements réels et des actions concrètes en vue de réduire la vulnérabilité des personnes pauvres à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et de renforcer leurs capacités pour assurer leur croissance à long terme.

Les liens entre l'agriculture, la nutrition et la santé, de même que les liens entre les denrées alimentaires, l'eau et l'énergie, sont mis en avant séparément depuis

plusieurs années, notamment lors de la Conférence de Bonn 2011 sur les liens entre l'eau, l'énergie et la sécurité alimentaire et de la Conférence « Leveraging Agriculture for Improving Nutrition and Health » (l'effet de levier de l'agriculture pour améliorer la nutrition et la santé) organisée par l'IFPRI en 2011. Le programme d'actions de l'année 2013 devra unifier tous ces thèmes. Bien qu'il y ait des arbitrages possibles entre agriculture, santé et nutrition, et durabilité environnementale, la priorité doit être donnée à la recherche et à la mise au point de solutions favorables qui optimisent les gains dans ces trois domaines. Ainsi les objectifs mesurables devront-ils tenir compte de la durabilité environnementale et de la nutrition en plus de la croissance agricole et de la sécurité alimentaire, et devront s'accompagner de délais et d'étapes bien définis. Les efforts visant à protéger et promouvoir la santé humaine devront être menés en coordination aux efforts visant à améliorer la santé du bétail, des cultures et des écosystèmes. Pour recueillir des données probantes sur des mécanismes susceptibles de dégager un triple avantage, il faudra identifier des indicateurs de suivi et d'évaluation des implications que les stratégies, les politiques et les investissements en faveur d'une économie verte peuvent avoir pour la sécurité alimentaire. Plusieurs conférences sur la nutrition se dérouleront en 2013 et 2014, telles que la Conférence internationale conjointe FAO-Organisation mondiale de la santé sur la nutrition. Il serait bon que ces tribunes adoptent une approche intégrée de la lutte contre la malnutrition, y compris en établissant des filets de sécurité ciblés, en refaçonnant les politiques et les pratiques agricoles afin de promouvoir la nutrition, en réduisant les pertes et les déchets alimentaires, en préconisant des régimes alimentaires sains et durables et en élargissant la couverture en eau potable et en services d'assainissement.

Il faudra aussi accroître le soutien technique et financier consacré à l'établissement des institutions nationales chargées de la conception, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des programmes, des initiatives et des politiques relatifs à la sécurité alimentaire. L'expérience asiatique a démontré que les retombées de ce type de soutien sont importantes, et de nombreux pays ont engagé des ressources et instauré des politiques pour renforcer la sécurité alimentaire et réduire la pauvreté. La plus grande difficulté qu'ils devront surmonter provient du manque de capacités pour mettre en œuvre ces programmes, initiatives et politiques. Le G8, qui se trouve sous la direction du Royaume-Uni en 2013, devra remplir les engagements pris en 2009 à L'Aquila (Italie) et favoriser la mise en œuvre de stratégies et de plans agricoles nationaux et régionaux par le biais de processus de coordination dirigés par les pays. Fait encourageant, l'Irlande a inscrit la faim parmi les grandes priorités de son programme en tant que présidente de l'Union européenne au cours du premier semestre 2013.

Lors des sommets du G20 et du G8, beaucoup de choses ont été dites sur le besoin d'augmenter les investissements en faveur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. Mais nous avons également besoin de mécanismes de suivi pour garantir leur mise en œuvre réelle.

Enfin, en 2013 et au-delà, les objectifs du Millénaire pour le développement resteront au cœur des discussions, ainsi que les mesures qui leur succéderont. Les progrès effectués dans le passé, malgré leur insuffisance sous plusieurs aspects, ont révélé qu'il est possible de réduire l'insécurité alimentaire, parfois même de façon spectaculaire. Il y aura aussi un mouvement en faveur de l'intégration des objectifs de durabilité environnementale au programme de développement post-2015. Cependant, bien que les objectifs de développement doivent s'efforcer de garantir la durabilité environnementale, le programme de développement post-2015 devra avant tout donner la priorité aux personnes pauvres. Quant aux politiques alimentaires, elles devront se concentrer sur l'éradication complète de la faim plutôt que sur sa simple réduction, en respectant un calendrier précis et en se dotant de mécanismes permettant de rendre les pays, les institutions internationales et les autres acteurs concernés responsables de la réalisation de leurs objectifs.

La communauté internationale du développement parle depuis suffisamment longtemps de l'éradication de la faim et de la malnutrition. Il est temps aujourd'hui de joindre le geste à la parole et de transformer les discussions et les promesses en actions. ■

NOTES

Chapitre 1

[1] US Office of Management and Budget, "Department of State and Other International Programs," in *Budget of the United States Government, Fiscal Year 2012*, www.whitehouse.gov/sites/default/files/omb/budget/fy2012/assets/state.pdf; Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), Securing Food: Present and Future Approaches to Food Security, décembre 11, 2012, www.giz.de/en/mediacenter/9774.html; DFID, Hunger Event: Lasting Legacy for Children around the World, 12 août 2012, www.dfid.gov.uk/News/Latest-news/2012/Hunger-event-news-story/; Banque mondiale, Agriculture and Rural Development, mise à jour, septembre 2012, http://go.worldbank.org/BR4VX141Q0.

[2] Climate Central, *Book It: 2012, the Hottest US Year on Record* (Princeton, NJ, US, 2012).

[3] United States Department of Agriculture, Economic Research Service, US Drought 2012: Farm and Food Impacts, www.ers.usda.gov/topics/in-the-news/us-drought-2012-farm-and-food-impacts.aspx, accès 13 décembre 2012.

[4] FAO, *Executive Brief: The Sahel Crisis 2012,* juin 21 (Rome, 2012).

[5] FAO, *Global Food Price Monitor,* 12 septembre 12 (Rome, 2012).

[6] Programme alimentaire mondial, *Global Food Security Update: Tracking Food Security Trends in Vulnerable Countries*, Issue 8 (octobre) (Rome, 2012).

[7] FAO, *Crop Prospects and Food Situation*, No. 3 (octobre) (Rome, 2012).

[8] X. Diao, A. Kennedy, A. Mabiso, et A. Pradesha, *Economywide Impact of Maize Export Bans on Agricultural Growth and Household Welfare in Tanzania,* IFPRI Document de travail (Washington, DC: Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, à paraître).

[9] Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), UNHCR Global Appeal 2013 Mise à jour: Mali Situation, www.unhcr.org/50a9f82316.html, accès 21 décembre 2012.

[10] HCR, UNHCR Global Appeal 2013 Mise à jour: Democratic Republic of the Congo, www.unhcr.org/50a9f81f0.html, accès 20 décembre 2012.

[11] USAID, *Somalia Food Security Outlook,* avril à septembre 2012, www.fews.net/docs/Publications/Somalia_OL_2012_04_final.pdf, accès 20 décembre 2012.

[12] Programme alimentaire mondial, Syria: Overview, www.wfp.org/countries/syria/overview, accès 17 décembre 2012.

[13] Assemblée générale des Nations unies, "L'avenir que nous voulons" www.uncsd2012.org/content/documents/727The%20Future%20We%20Want%2019%20June%201230pm.pdf, accès 18 janvier 2013.

[14] Commission européenne, "L'innovation au service d'une croissance durable: une bioéconomie pour l'Europe," 13 février (Bruxelles 2012), http://ec.europa.eu/research/bioeconomy/pdf/201202_innovating_sustainable_growth.pdf.

[15] Banque mondiale, *World Development Report 2012* (Washington, DC 2012); FAO, State of Food and Agriculture 2010–2011 (Rome, 2011).

[16] USAID, IFPRI, and Oxford Poverty and Human Development Initiative (OPHI), Women's Empowerment in Agriculture Index, www.ifpri.org/publication/womens-empowerment-agriculture-index.

[17] FIDA, Youth in Agriculture, Special session of the Farmers' Forum Global Meeting, 18 février 2012, Rome, www.ifad.org/farmer/2012/youth/snthnesis.htm.

[18] D. Orden, D. Blandford, et T. Josling, *WTO Disciplines on Agricultural Support: Seeking a Fair Basis for Trade* (Cambridge, UK: Cambridge University Press, 2011).

[19] Banque mondiale, World Development Indicators 2012, http://data.worldbank.org, accès 10 janvier 2013.

[20] FAO, *Rice Market Monitor* 15, no. 4 (novembre) (Rome, 2012).

[21] Pays membres du Conseil de coopération du Golfe : Bahreïn, Koweït, Oman, Qatar, Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis.

RAPPORT 2012 SUR LES POLITIQUES ALIMENTAIRES MONDIALES

Ce rapport phare de l'IFPRI analyse les principales questions, évolutions et décisions relatives aux politiques alimentaires pour l'année 2012. En mettant en perspective les succès et déconvenues enregistrés par les politiques alimentaires au cours de cette année, il indique comment faire progresser celles qui améliorent la situation alimentaire des pauvres.

Fruit de l'expertise et de l'expérience des chercheurs de l'IFPRI ainsi que d'autres spécialistes de renom des politiques alimentaires, ce rapport aborde plusieurs questions cruciales :

- Où la productivité agricole est-elle en croissance et pourquoi, et quelles en sont les implications pour l'offre alimentaire mondiale ?
- Comment le développement durable a-t-il évolué et sommes-nous encore loin d'une économie verte ?
- Que faut-il pour que les considérations d'égalité des sexes fassent partie intégrante du développement agricole et rural ?
- Comment l'agriculture peut-elle offrir de vrais emplois à la population de plus en plus nombreuse des jeunes Africains ?
- Dans quel sens les politiques agricoles des États-Unis et de l'Union européenne évoluent-elles, et en quoi divergent-elles ?
- Quels scénarios l'IFPRI envisage-t-il pour la façon dont le Brésil, la Chine et l'Inde influenceront la sécurité alimentaire mondiale d'ici à 2050 ?

Le *Rapport 2012 sur les politiques alimentaires mondiales* est illustré par des figures, des tableaux et des indicateurs et présente un calendrier des politiques alimentaires.

IFPRI

INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHE SUR LES POLITIQUES ALIMENTAIRES

des solutions durables pour éliminer la faim et la pauvreté

Membre du Consortium CGIAR

2033 K Street, NW • Washington, DC 20006-1002 • USA
T: +1.202.862.5600 • Skype: ifprihomeoffice
F: +1.202.467.4439 • ifpri@cgiar.org

www.ifpri.org

ISBN 978-0-89629-555-1

9 780896 295551